



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale et interdépartementale de  
l'environnement et de l'aménagement d'Île-de-**

**France**

**Direction des routes Île-de-France (DiRIF)**

***Marché public de prestations intellectuelles passé au terme d'une  
procédure d'appel d'offres ouvert définie aux articles L2124-2, R2124-2 et  
R2161-2 à 5 du code de la commande publique***

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### ***l'Acheteur***

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de  
l'Aménagement Île-de-France (DRIEAT IF) – Direction des routes d'Île-de-  
France (DiRIF)

### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de  
l'Environnement et de l'Aménagement et des transports d'Île-de-France en  
vertu de l'arrêté n°IDF-2023-04-19-00003 du 19/04/2023 portant  
subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de  
commande publique

### ***Objet du marché***

Réalisation d'études et de recueil de données de trafic sur le réseau routier national  
en Île-de-France

### ***Remise des offres***

Date limite de réception : ../../2025 à 12h (heure locale de l'adresse du RA)

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

<b>Article 1. Objet, intervenants et dispositions générales.....</b>	<b>5</b>
1.1. Objet du marché.....	5
1.2. Lieu et période d'exécution des prestations.....	5
1.3. Lieux de livraison de la prestation.....	6
1.4. Titulaire du marché.....	6
1.5. Sous-traitance.....	6
1.6. Contenu de la mission.....	6
1.7. Forme des notifications et des communications.....	7
1.7.1. Passation des commandes.....	7
1.7.2. Point de départ du délai d'exécution.....	8
1.7.3. Devis préliminaires.....	8
1.8. Décomposition en tranches et en lots.....	8
1.9. Intervenants.....	8
1.9.1. Représentant du maître de l'ouvrage (DiRIF).....	8
1.9.2. Conduite d'opération.....	9
1.9.3. Assistance à maîtrise d'ouvrage (services de la DiRIF).....	9
1.9.4. Contrôles extérieurs.....	9
1.9.5. Interlocuteurs extérieurs.....	10
1.10. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la défense nationale - Obligation de discrétion....	10
1.10.1. Mesures de sécurité.....	10
1.10.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense".....	10
1.10.3. Obligation de discrétion.....	10
1.11. Dispositions générales.....	10
1.11.1. Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail).....	10
1.11.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	11
1.11.3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	11
1.11.4. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	12
1.11.5. Assurances.....	12
1.11.6. Réalisation de prestations similaires.....	14
1.11.7. Clauses environnementales.....	14
1.11.8. Clause d'insertion par l'activité économique.....	14
1.11.9. Ordres de service.....	18
1.12. Clauses de réexamen du marché public.....	19
<b>Article 2. Pièces constitutives du marché.....</b>	<b>19</b>
<b>Article 3. Prix – Variation dans les prix – Règlement des comptes.....</b>	<b>19</b>
3.1. Rémunération.....	19
3.1.1. Généralités.....	19

3.1.2. Prix des prestations supplémentaires ou modificatives Prix nouveaux provisoires et définitifs	20
3.1.3. Montant	20
3.1.4. Tranche(s) optionnelle(s)	20
3.2. Règlement des comptes	20
3.2.1. Modalités du règlement des comptes du marché	20
3.2.2. Modalités de transmission et de paiement	21
3.2.3. Modalités de paiement des factures	21
3.3. Variation dans les prix	22
3.3.1. Variation des prix	22
3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché	22
3.3.3. Choix de l'index de référence	22
3.3.4. Modalités de révision des prix	22
3.3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée	23
3.4. Paiement direct des sous-traitants	24
<b>Article 4. Durée du marché et délai d'exécution – Pénalités, primes et retenues</b>	<b>24</b>
4.1. Durée du marché et délais d'exécution	24
4.1.1. Durée du marché	24
4.1.2. Délais d'exécution du marché	24
4.1.3. Délais intermédiaires	24
4.2. Pénalités	25
4.2.1. Pénalité de retard	25
4.2.2. Pénalité d'absence aux réunions	25
4.2.3. Pénalité pour non respect des consignes de sécurité	25
4.2.4. Pénalité pour annulation de prestation	25
4.2.5. Pénalité pour non remise des documents	25
4.2.6. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	26
4.3. Primes pour réalisation anticipée des prestations	26
<b>Article 5. Clauses de financement et de sûreté</b>	<b>26</b>
5.1. Retenue de garantie	26
5.2. Avances	26
<b>Article 6. Préparation et exécution du marché</b>	<b>27</b>
6.1. Période de préparation	27
6.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire	27
6.3. Mise à disposition de matériels par la personne publique	27
<b>Article 7. APPROBATION – RÉCEPTION – ACHÈVEMENT DE LA MISSION</b>	<b>28</b>
7.1. Approbation ou accord des documents présentés par le titulaire du marché	28
7.1.1. Présentation des documents	28
7.1.2. Délais d'approbation des documents d'étude	28
7.1.3. Délais de recevabilité des autres documents présentés par le titulaire du marché	29
7.1.4. Vérifications qualitatives	29
7.2. Achèvement de la mission	29
<b>Article 8. résiliation</b>	<b>29</b>
8.1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage	29
Résiliation du marché aux torts du titulaire du marché ou cas particulier	29
<b>Article 9. propriété intellectuelle</b>	<b>30</b>
9.1. Utilisation des résultats et cession des droits	30

9.2. Droits de reproduction et de représentation.....	31
9.3. Confidentialité.....	31
<b>Article 10. Litige.....</b>	<b>31</b>
<b>Article 11. Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>32</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE 1. OBJET, INTERVENANTS ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent la réalisation d'études de trafic et d'autre part de recueils de données de trafic nécessaires aux opérations de modernisation ou aux missions d'exploitation et d'entretien de la DiRIF sur le Réseau Routier National (RRN) en Île-de-France. Ces opérations portent sur l'ensemble des départements de la région Île-de-France (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95).

Dans le cadre d'opérations spécifiques, la DiRIF se réserve le droit d'intégrer le volet « Étude de trafic » à un marché plus global. Cela pourra notamment être le cas dans le cadre de la constitution des dossiers d'études d'opportunité, d'études préalables aux enquêtes publiques ou des études de projet.

### 1.2. Lieu et période d'exécution des prestations

Les études de trafics auront pour objectif de répondre à des problématiques concernant le réseau routier national (RRN) en Île-de-France. Cependant, il sera parfois nécessaire d'élargir le périmètre des études au réseau secondaire voir au réseau local.

Ainsi, les prestations dites de recueil de données pourront avoir lieu :

- sur route, voie expresse, ou autoroute ;
- en section courante, sur bretelle, ou au niveau d'un carrefour ;
- au niveau d'ouvrages d'art (ponts, tunnels...) ;
- de jour comme de nuit, un jour ouvré ou non, en période de vacances scolaires ou non ;
- dans une zone à forte densité de peuplement ou non ;
- sur des zones à topographie variée ;
- sur des zones de chantier.

Dans certains cas (pour des raisons d'exploitation du réseau par exemple), il pourra être demandé de réaliser la pose (ou le rangement) du matériel sur des horaires spécifiques. Des dispositions particulières sont prévues en conséquence dans le BPU.

### **1.3. Lieux de livraison de la prestation**

Les prestations seront livrées au service de la DiRIF ayant passé la commande.

L'adresse sera précisée sur le bon de commande.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le CCTP. En tout état de cause, les prestations devront être effectuées dans les règles de l'art régissant les études de trafic et les campagnes de recueil sur le terrain.

### **1.4. Titulaire du marché**

Les caractéristiques du titulaire du marché sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement (AE) du présent marché.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement, les stipulations de l'article 3.4.3 du cahier des clauses administratives générales de prestations intellectuelles (CCAG-PI) sont applicables.

Le titulaire du marché s'engage à ce que les personnes citées dans son offre soient celles qui interviendront sur la prestation.

Si un changement devait intervenir avant le commencement des prestations ou en cours de prestations, le titulaire du marché soumettra une demande spécifique au MOA sur ses nouveaux moyens humains qui doivent être de compétences équivalentes. Ce changement devra faire l'objet d'un avenant, au titre de la modification de la pièce contractuelle que constitue l'acte d'engagement.

### **1.5. Sous-traitance**

Le titulaire du marché ne peut pas sous-traiter la totalité des prestations de son marché.

Les demandes d'agrément des sous-traitants et des conditions de paiement sont formulées dans l'article 2-2 de l'AE.

Le titulaire du marché doit joindre, en sus des renseignements exigés par les articles R2193-1 à R2193-22, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.3. ci-après.

### **1.6. Contenu de la mission**

L'ensemble des prestations de ce présent marché, ainsi que leur contenu technique est détaillé dans le CCTP. On rappelle ici les références aux prestations dans le CCTP :

- recueil de données, mesure de débit, détermination de la composition du trafic et détermination et mesure de temps de parcours ;
- analyse et conseil ;

- simulations statiques ;
- simulations dynamiques et mésoscopiques ;

## **1.7. Forme des notifications et des communications**

En application de l'article 3.1 du CCAG-PI, les écrits et communications courants prévus pour l'exécution du marché pourront être réalisés par des supports ou échanges électroniques. Les ordres de service et communications à caractère contractuel entre la maîtrise d'ouvrage et le titulaire devront être transmis par voie postale. Ces communications pourront également, notamment en cas d'urgence, être valablement transmises par fax ou par voie électronique. Dans ces cas, une confirmation par voie postale est obligatoire.

Les communications et informations entre le titulaire, d'une part, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'ouvrage d'autre part sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 du CCAG-PI.

### **1.7.1. Passation des commandes**

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique (CCP). L'accord-cadre à bons de commande s'exécute au fur et à mesure par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est passé avec un montant annuel maximum qui est précisé à l'article 2.3 de l'AE.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande signés par :

- Les délégués dûment habilités du représentant du pouvoir adjudicateur

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 08h au vendredi 12h, par courrier électronique. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'un jour ouvré par renvoi en courriel du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- le service acheteur ;
- les conditions d'exécution et de mise en place du matériel de jour et de nuit et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire ;
- la quantité commandée par catégorie ;
- les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le lieu concerné par la prestation ;
- le délai d'exécution ;
- le lieu de livraison de la commande ;
- la référence du marché.

Pour des commandes de prestations de recueil de données, le bon de commande précisera également :

- la date et heure d'enquêtes ;
- le périmètre d'enquête et ses caractéristiques (axe(s) enquêté(s), voie(s) comptée(s), sens de circulation, caractéristiques particulières à porter à la connaissance de l'enquêteur...) ;
- le type de comptage (débits, vitesses, matrices O-D, longueur de file d'attente, taux d'occupation des véhicules ...) et les catégories de véhicules concernées (les catégories les plus couramment utilisées sont : les véhicules légers (VL), les poids-lourds (PL de plus de 3.5 tonnes) et les deux-roues motorisés (2RM)).

Pour des commandes de prestations d'analyse et de conseil, le bon de commande précisera également le périmètre de l'étude.

Pour des commandes de simulation, le bon de commande spécifiera :

- le périmètre de l'étude ;
- les tranches horaires à couvrir ;
- les différentes options et variantes à étudier.

### **1.7.2. Point de départ du délai d'exécution**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG-PI dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision de l'acheteur pour commencer l'exécution de celui-ci.

### **1.7.3. Devis préliminaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire d'établir un devis préliminaire au bon de commande. Ce devis permettra de déterminer le prix en référence aux prix unitaires ou forfaitaires du marché et de déterminer les quantités à réaliser.

Dans les 5 jours ouvrés qui suivent la formulation officielle du besoin par le pouvoir adjudicateur, le titulaire proposera au pouvoir adjudicateur un estimatif des prestations qui lui semblent nécessaires de mettre en œuvre pour répondre au besoin. Ce devis sera accompagné d'une description des actions à réaliser et d'une proposition de délai d'exécution.

La réalisation de ce devis est contenue dans les prix du marché.

Le pouvoir adjudicateur n'a aucune obligation de reprendre les propositions ainsi formulées lors de l'établissement de sa commande formelle.

## **1.8. Décomposition en tranches et en lots**

Le marché ne comporte pas de tranches. Il n'est pas découpé en lots.

## **1.9. Intervenants**

### **1.9.1. Représentant du maître de l'ouvrage (DiRIF)**

Le marché est passé pour l'ensemble des services de la DiRIF.



Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par tout agent du service de la DiRIF bénéficiant de la subdélégation d'ordonnancement secondaire en vigueur.

A titre d'information, les services suivants peuvent émettre des bons de commande dans le cadre de ce marché :

- **L'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Nord (AGER-N)**  
**DRIEAT-IF/DiRIF/AGER-N**
- **L'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Est (AGER-E)**  
**DRIEAT-IF/DiRIF/AGER-E**
- **L'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Sud (AGER-S)**  
**DRIEAT-IF/DiRIF/AGER-S**
- **L'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Ouest (AGER-O)**  
**DRIEAT-IF/DiRIF/AGER-O**
- **Le Service du trafic et des tunnels (STT)**  
**DRIEAT-IF/DiRIF/STT**
- **Le service de la gestion patrimoniale du réseau (SGPR)**  
**DRIEAT-IF/DiRIF/SGPR**
- **Le Service de la modernisation du réseau (SMR)**  
**DRIEAT-IF/DiRIF/SMR**

### **1.9.2. Conduite d'opération**

La DiRIF assure la conduite de l'opération.

### **1.9.3. Assistance à maîtrise d'ouvrage (services de la DiRIF)**

Le maître d'ouvrage (un des services de la DiRIF) se réserve la possibilité de faire appel à des experts et à ses services techniques pour des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

### **1.9.4. Contrôles extérieurs**

Comme indiqué dans le CCTP, le maître d'ouvrage soumettra certains des documents produits par le titulaire à un contrôle extérieur. Les différents éléments produits par le titulaire du marché feront l'objet de contrôles tout au long de sa mission, notamment au niveau des devis et des points d'arrêt du MOA. Il existera deux natures de contrôles : des contrôles internes, dans le cadre du plan d'assurance qualité et des contrôles extérieurs, qui seront réalisés par un organisme tiers (ex : services de l'État ou établissement public). Le contrôle extérieur se fera via l'annexe du CCTP (cad, la fiche de contrôle éditée par TEDET)

Le titulaire devra participer aux réunions suivantes :

- contrôle extérieur ;
- conseil intégré ;

- réunions avec l'ingénieur général route ;

Les remarques émises devront être prises en compte. Le titulaire devra ensuite produire une nouvelle version du document tenant compte des remarques auxquelles il est décidé de donner suite.

Les coûts occasionnés par la production de ces différentes versions des documents sont réputés compris dans les prix forfaitaires ou unitaires proposés par le titulaire dans son offre (prix n°403 du BPU).

Le maître d'ouvrage attire l'attention du titulaire sur le fait qu'il exigera la plus grande rigueur dans l'examen des remarques et dans leur prise en compte dans une nouvelle version du dossier.

### **1.9.5. Interlocuteurs extérieurs**

Dans la conduite de sa mission, le titulaire adoptera une attitude pro-active quant à toutes les démarches nécessaires pour recueillir les éléments utiles à l'étude.

Le titulaire du marché devra faire lui-même toutes les démarches nécessaires auprès des interlocuteurs extérieurs avec qui il devra rentrer en contact pour mener à bien sa mission, le cas échéant en interrogeant préalablement le maître ouvrage sur la pertinence des contacts pré-identifiés.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire appel à un contrôleur technique ou à tout autre expert.

## **1.10. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la défense nationale - Obligation de discrétion**

### **1.10.1. Mesures de sécurité**

Les prestations sont exécutées dans un lieu où s'appliquent les mesures de sécurité suivantes :

Les consignes de sécurité à respecter pour chaque intervention sur le réseau routier seront communiquées par l'exploitant du réseau et devront être scrupuleusement respectées.

### **1.10.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"**

Sans objet.

### **1.10.3. Obligation de discrétion**

Sans objet.

## **1.11. Dispositions générales**

### **1.11.1. Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1.11.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire du marché est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 et suivants du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

### **1.11.3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

La communication de la liste mentionnée à l'article précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° ..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

#### **1.11.4. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

##### **a. Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-2-1 et R 1263-2-1 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### **a. Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie des déclarations de détachement transmises à l'unité départementale mentionnées à l'article R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 et suivants du CCAG-PI.

### 1.11.5. Assurances

A. Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

B. Les titulaires sont tenus de faire assurer à leurs frais, préalablement à la mise à leur disposition en tant qu'ils en disposent, les matériels, les objets et les approvisionnements qui leur ont été confiés ou dont ils ont la garde.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à la personne publique dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

#### Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire du marché assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire du marché répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-3, 1792-2, 1792-4-1 du Code civil.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre la DRIEAT IF excepté en cas de faute ou malveillance de celle-ci.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

#### Assurance de responsabilité civile professionnelle

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile autre que décennale en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour les présentes missions sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc. ).

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1.11.6. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

#### **1.11.7. Clauses environnementales**

En vertu des dispositions de l'article L. 2111-1 du Code de la commande publique, l'acheteur public doit prendre en compte des objectifs de développement durable dans la définition des besoins du marché (*« la nature et l'étendue des besoins à satisfaire sont déterminées avec précision avant le lancement de la consultation en prenant en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale »*).

Ce faisant, l'acheteur attend du titulaire ou des co-titulaires ainsi que le ou leurs sous-traitants une action rigoureuse et renforcée en matière de prise en compte de développement durable, la protection de l'environnement, ainsi que l'insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi.

Dans ces conditions, le titulaire s'engage à intégrer les considérations environnementales dans la réalisation de ses prestations intellectuelles, en adoptant des pratiques et des comportements visant à réduire l'impact environnemental. Le titulaire s'engage notamment à :

- **Minimiser les déplacements** professionnels et privilégier les réunions virtuelles lorsque cela est possible.
- **Optimiser la consommation d'énergie** en favorisant les outils et technologies économes en énergie.
- **Utiliser des matériaux et des fournitures** écoresponsables dans la mesure du possible (ex. : papier recyclé, produits écolabellisés).

#### **1.11.8. Clause d'insertion par l'activité économique**

En parallèle des clauses précitées, et pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion des personnes éloignées du marché du travail, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au lot unique du présent marché.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

- **Les publics visés :**

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser par année d'exécution du marché	
<b>Lot unique</b>	<b>300 heures</b>

- **Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion**

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

Le titulaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

Le titulaire peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le titulaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

• **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Valentin Souchard

*Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises*

[valentin.souchard@epec.paris](mailto:valentin.souchard@epec.paris)

[pole-clauses@epec.paris](mailto:pole-clauses@epec.paris)

[07 57 76 85 71](tel:0757768571)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;



- accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

- **Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

À la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au représentant du pouvoir adjudicateur (interlocuteur(s) à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

[beatrice.calvet@epec.paris](mailto:beatrice.calvet@epec.paris)  
[Copie valentin.souchard@epec.paris](mailto:Copie valentin.souchard@epec.paris)

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4.2.6 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

À l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion, formées pendant l'exécution du marché.

- **Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion**

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales

d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement. Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante [dpo@epec.paris](mailto:dpo@epec.paris) ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences  
18 rue Goubet  
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)  
3 Place de Fontenoy  
TSA 80715  
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

### **1.11.9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui peut ou vient préciser les modalités d'exécution des prestations faisant l'objet d'un bon de commande.

### **1.12. Clauses de réexamen du marché public**

Les clauses de réexamen du marché public seront les suivantes :

- Les modalités de variation des prix ;
- Les éléments relatifs aux modalités de règlement.

Elles sont précisées dans l'article 3 du présent CCAP.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- les mémoire et notices techniques remis par le titulaire dans son offre ;
- les documents techniques, guides et recommandations cités dans le CCTP sont à prendre en compte dans leur version actualisée, en vigueur à la date de notification du marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

## **ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1. Rémunération**

#### **3.1.1. Généralités**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

#### **3.1.2. Prix des prestations supplémentaires ou modificatives Prix nouveaux provisoires et définitifs**

Le présent article concerne les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de la prestation, qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix. S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Les prix provisoires sont notifiés par ordre de service et mentionne les prix proposés pour le règlement des prestations nouvelles ou modificatives. Ces prix, qui ne sont pas fixés définitivement, sont arrêtés par le maître d'ouvrage après consultation du titulaire. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités ou éléments de mission. Les prix provisoires sont des prix d'attente qui n'impliquent pas l'acceptation du titulaire; ils sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai d'un mois suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'acheteur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché ou d'un bordereau supplémentaire de prix unitaire.

Lorsque l'acheteur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché ou d'un bordereau supplémentaire de prix unitaire et forfaitaire.

#### **3.1.3. Montant**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

### **3.1.4. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

## **3.2. Règlement des comptes**

### **3.2.1. Modalités du règlement des comptes du marché**

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le RPA.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une ou plusieurs facturation(s) émise(nt) par l'entreprise dans les conditions fixées à l'article 3.2.2 du présent CCAP.

En application de l'article 7 du CCAP, certaines prestations ne seront rémunérées qu'à hauteur de 90 % tant que l'ensemble des documentations techniques requises n'aura pas été intégralement remis à la personne publique. La régularisation peut intervenir lors de la fourniture des 10 % restants.

### **3.2.2. Modalités de transmission et de paiement**

Les factures sont exclusivement transmises par voie dématérialisée.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- le numéro de marché
- le numéro de SIRET de l'Etat
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Chaque facture déposée par le titulaire ne devra se rapporter qu'à un seul bon de commande. En conséquence, le titulaire devra présenter autant de factures que de bons de commandes sur lesquels un paiement lui ait dû. Chaque facture est réglée indépendamment des autres prestations conformément à l'article 3.2.3 du présent CCAP. Il y aura une facture par constat contradictoire entre le titulaire et l'acheteur ou son représentant. Le montant de la facture doit correspondre au montant du constat auquel elle se rapporte.

La dépose de la facture se fera une fois les prestations et les rapports validés. Toute facture déposée sans validation de la réception de la prestation pourra faire l'objet d'un rejet ou d'une suspension de paiement.

### **3.2.3. Modalités de paiement des factures**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L.2192-13 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **3.3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.3.1 à 3.3.3 du présent document.

Par dérogation à l'article 10 du CCAG-PI, les prix ne sont pas révisés au paiement mais à la date de notification du bon de commande. Ainsi le montant des prix payés est égal au montant des prix commandés sous réserve de la bonne exécution des prestations. La périodicité de la révision est de 12 mois, et concerne les prestations à commander l'année suivante. En conséquence, la première année (période ferme) du marché ne sera pas révisée

### **3.3.1. Variation des prix**

En application des dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-PI, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées à l'article 3.3.4.

### **3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant le mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent CCAP.

Ce mois est appelé « mois zéro » ( $m_0$ ).

### 3.3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

**ING : Ingénierie**

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

### 3.3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-6} / I_{o-6}$$

La périodicité de la révision est de 12 mois, et concerne les prestations à commander l'année suivante. En conséquence, la première année (période ferme) du marché ne sera pas révisée.

La première révision est effectuée au mois anniversaire de la notification avec :

Avec :  $I_{o-6}$  = Valeur de l'index de référence *I* prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

$I_{n-6}$  = Valeur de l'index de référence *I* prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 6 mois.

Le titulaire devra expressément adresser au représentant du pouvoir adjudicateur au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché une proposition de bordereau des prix révisés. La demande doit être déposée par voie électronique ([dcppa.sg.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dcppa.sg.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr)) et postale à l'adresse suivante :

DRIEAT-IF / SG / DCPPA  
21-23, rue Miollis  
75015 Paris

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG PI 2021, le coefficient de révision de prix sera calculé sans arrondi.

Si le titulaire ne remet pas au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai imparti, la proposition de révision du Bordereau des Prix Unitaires (BPUF), l'acheteur se réserve expressément le droit de rejeter la révision demandée pour l'année *n+1*, en ne prenant pas en compte la révision correspondant à l'année *n*. En conséquence, dans l'éventualité où le titulaire présenterait une révision au-delà de la date considérée, elle ne sera pas prise en compte pour l'année suivante.

### **3.3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3.4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

### **4.1. Durée du marché et délais d'exécution**

#### **4.1.1. Durée du marché**

Les stipulations correspondantes à la durée du marché figurent dans l'acte d'engagement (AE).



#### **4.1.2. Délais d'exécution du marché**

L'acte qui vaut commencement d'exécution du marché est sa notification.

Le délai global d'exécution du marché est indiqué à l'article 3.1 de l'AE. Il court à compter de la notification.

#### **4.1.3. Délais intermédiaires**

Sur chaque bon de commande figurera un délai maximal de réalisation de la prestation commandée. Ce délai sera déterminé en concertation entre le titulaire et le MOA.

La remise des livrables est intégrée dans les délais inscrits aux bons de commande.

Ce délai variera en fonction de la teneur du bon de commande ou des bons de commandes en cours.

##### **Reprises**

En cas de non validation du travail du prestataire par le MOA, le prestataire devra reprendre son travail, sans modification du délai accordé pour réaliser la prestation conformément aux articles 13.2 et 13.3 du CCAG PI.

### **4.2. Pénalités**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

#### **4.2.1. Pénalité de retard**

Par dérogation au 14.1 du CCAG-PI, le titulaire subit, en cas de retard dans la réalisation et l'achèvement des prestations, pour les 20 premiers jours de retard suivant la saisine (par voie électronique) du service acheteur, une pénalité par jour calendaire de **150€** puis, pour chaque jour calendaire de retard ultérieur, une pénalité de **300€**.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

#### **4.2.2. Pénalité d'absence aux réunions**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat de l'absence de représentant du titulaire lors du déroulement d'une réunion prévue dans le cadre du marché.

Le montant de la pénalité est calculé forfaitairement. Il est de 1 000€.

#### **4.2.3. Pénalité pour non respect des consignes de sécurité**

En cas de non-respect des consignes de sécurité, le titulaire encourt une pénalité de **2 000€** cumulable sur un même bon de commande.

Au cas où le titulaire se rendrait sur site sans l'aval du MOA et de l'exploitant, il encourt une pénalité de **2 000€**.

#### **4.2.4. Pénalité pour annulation de prestation**

Dans le cas où le titulaire annulerait de son propre gré et sans concertation préalable avec le maître d'ouvrage l'utilisation d'une fermeture de nuit programmée – quel que soit le motif– dans le courant de l'après-midi du jour de la fermeture (par exemple annulation à 12h10 le lundi pour une prestation devant être réalisée dans la nuit du lundi au mardi), le titulaire encourt une pénalité de **1 000€** par nuit annulée.

Le titulaire encourt une pénalité de **1 000€** par nuit annulée moins de 48 heures à l'avance.

#### **4.2.5. Pénalité pour non remise des documents**

Conformément à l'article 93 de la loi du 17 mai 2011 modifiant l'article L.8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, une pénalité forfaitaire de **2 000€** sera appliquée en cas de non remise du document.

#### **4.2.6. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **80€** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75€** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

### **4.3. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5.1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5.2. Avances**

Sauf indication contraire dans l'AE, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-7 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Dans le cas où le titulaire est une PME, cette avance est portée à 30 % du bon de commande concerné.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux est égal à 30 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **6.1. Période de préparation**

Sans objet.

### **6.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- aux consignes de sécurité de l'exploitant et aux contraintes d'exploitation.

Pour accéder à la zone d'étude le titulaire devra obtenir l'autorisation du MOA et des exploitants concernés.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations et leur sécurisation, notamment :

- les appareils de mesures de trafics et leurs éventuels supports ;
- l'alimentation des appareils.

### **6.3. Mise à disposition de matériels par la personne publique**

Sans objet.

## **ARTICLE 7. APPROBATION – RÉCEPTION – ACHÈVEMENT DE LA MISSION**

### **7.1. Approbation ou accord des documents présentés par le titulaire du marché**

#### **7.1.1. Présentation des documents**

En application de l'article 28.4.2 du CCAG PI, le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

Le titulaire en raison de son degré d'expertise est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde du MOA, en matière de validité et de pertinence d'une étude de trafic commandée, de modélisation selon des hypothèses de trafic, de simulation d'un scénario à un moyen ou long terme, ou encore de la qualité et la fiabilité des données à collecter. Dans ce cadre, le titulaire notifie à l'acheteur toute information permettant de remettre en question le bien fondé des livrables attendus et signaler les difficultés et risques susceptibles d'être pris selon les choix retenus par le MOA. Dans l'éventualité où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut en aucun cas se prévaloir d'une absence de faute pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

A l'issue des délais contractuels, le titulaire remettra les dossiers prévus au marché en 3 exemplaires (2 exemplaires papier et 1 en version numérique).

Concernant la livraison des fichiers informatiques, le titulaire du marché remettra ces éléments sous le format natif du fichier (Autocad version 11, LibreOffice), Mapinfo et sous format PDF.

Les éléments informatiques transmis par le titulaire du marché au MOA devront présenter un format Libre Office et éventuellement un format Microsoft Office sur demande de l'acheteur. Le MOA communiquera au titulaire du marché les éléments sous ce même format.

Le titulaire du marché ne pourra dépasser 20 caractères lors de l'attribution d'un nom à un fichier informatique. Une nomenclature symbolique mais compréhensible devra être proposée par le titulaire du marché.

#### **7.1.2. Délais d'approbation des documents d'étude**

L'approbation consiste en l'acceptation par le pouvoir adjudicateur des prestations réalisées par le titulaire du marché jugées conformes aux prescriptions du marché.

En application de l'article 28.2 du CCAG-PI, les décisions relatives à cette approbation doivent intervenir avant l'expiration du délai de 2 mois. Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le pouvoir adjudicateur de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire du marché dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai (approbation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire du marché des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **7.1.3. Délais de recevabilité des autres documents présentés par le titulaire du marché**

Sans objet.

### **7.1.4. Vérifications qualitatives**

En application de l'article 28.2 du CCAG-PI, les vérifications du maître d'ouvrage sont effectuées dans un délai de 2 mois à dater de la remise du livrable.

Elles portent, entre autres, sur :

- la méthodologie employée ;
- la qualité de la mesure et la fiabilité des résultats ;
- la lisibilité du document et la clarté de rédaction.

Les conditions de vérifications qualitatives sont les suivantes :

- la DiRIF dispose de 2 mois calendaires pour ses opérations de vérification ;
- à l'issue des 2 mois calendaires, le titulaire dispose de 15 jours calendaires pour intégrer les observations de la DiRIF et remettre une version amendée du livrable ;
- la DiRIF dispose de 30 jours calendaires pour valider la version amendée.

## **7.2. Achèvement de la mission**

La mission du titulaire du marché s'achève lorsque le pouvoir adjudicateur décide que les obligations contractuelles du titulaire du marché sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le pouvoir adjudicateur, sur demande du titulaire du marché.

## **ARTICLE 8. RÉSILIATION**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 du CCAG-PI, avec les précisions suivantes :

### **8.1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire du marché, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 41.2.2.4 du CCAG-PI est fixé à 5 %.

Le calcul de ladite somme s'effectue sur la base des montants hors taxe.

Il est à préciser que si le titulaire planifie une prestation prévue par le MOA (planning prévisionnel) en engageant des moyens humain et financier mais que finalement le MOA annule la prestation au dernier moment sans qu'un bon de commande ou accord de principe n'ait été émis, alors le titulaire peut demander un droit à la réparation du préjudice sur la base d'une justification argumentée et circonstanciée.

## ○ **Résiliation du marché aux torts du titulaire du marché ou cas particulier**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI :

- l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-5 du code de la commande publique conformément au décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail conformément au décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois ferme à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Les limites fixées à l'article R2191-6 du code de la commande publique conformément au décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié relatif aux marchés publics sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'effectue selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 9. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Il est fait application des articles du CCAG-PI.

## **9.1. Utilisation des résultats et cession des droits**

Le titulaire cède au maître d'ouvrage ses droits de propriété intellectuelle sur les travaux réalisés dans le cadre du présent marché dans les conditions suivantes.

Le titulaire s'assure et certifie qu'il dispose bien des droits des connaissances antérieures selon les éléments définis à l'article 32.2. du CCAG-PI quel qu'en soit la nature, la forme ou le support.

Tous les documents, plans, dessins, et tout autre support, de quelque nature qu'ils soient, fournis au maître d'ouvrage dans le cadre du présent marché, demeurent la propriété matérielle de ce dernier.

Pour l'application de l'article 35 du CCAG-PI, la concession des droits vaut pour la France. Dans l'hypothèse d'une publication sur Internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Pour l'application de l'article 35 du CCAG-PI, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats est cédée pour une durée égale à la durée légale de la protection des droits d'auteur.

La concession des droits est consentie au maître d'ouvrage à titre gracieux.

Le titulaire soumettra obligatoirement à l'accord préalable du maître d'ouvrage toutes communications ou publications qu'il serait amené à présenter dans le cadre du présent marché.

## **9.2. Droits de reproduction et de représentation**

Pour l'application de l'article 35.2 du CCAG-PI, le droit de reproduction comporte nécessairement le droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché.

Pour l'application de l'article 35 du CCAG-PI, le droit de représentation et de distribution comporte nécessairement le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés et sur tout support y compris ceux non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché.

Le domaine d'exploitation des droits cédés par le titulaire du marché (droits de représentation et de reproduction) s'exerce pendant la durée égale à la durée légale de la protection des droits d'auteur et sur le territoire français.

## **9.3. Confidentialité**

Le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant de ses sous-traitants et fournisseurs, s'engagent à n'utiliser sous aucun prétexte les informations dont ils pourraient avoir eu connaissance. Les informations ne peuvent en aucun cas être divulguées et remises à un tiers sans autorisation du maître d'ouvrage, sous peine de résiliation du marché. L'ensemble des créations réalisées dans le cadre du marché reste la propriété de l'État.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, maquettes, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quel que support que ce soit à des tiers. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire à résilier le marché.

## ARTICLE 10. LITIGE

Tout différend pouvant survenir à propos du présent marché et ne pouvant être préalablement réglé par la voie amiable relève de la compétence du tribunal administratif de PARIS.

### **Tribunal administratif de Paris**

7 rue de Jouy

75 181 Paris cedex 04

tél. : 01 44 59 44 00

télécopieur : 01 44 59 46 46

Courrier électronique (courriel) : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Adresse internet (U.R.L.): [http\(s\)://paris.tribunal-administratif.fr](http(s)://paris.tribunal-administratif.fr)

## ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG-PI :**

CCAP 1.7.2	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG-PI
CCAP 1.11.5	déroge à l'article	9.2 du CCAG-PI
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG-PI
CCAP 3.3	déroge à l'article	10 du CCAG-PI
CCAP 3.3.4	déroge à l'article	10.2.3 du CCAG-PI
CCAP 4.2.1	déroge à l'article	14.1 du CCAG-PI
CCAP 8.2	Déroge à l'article	39 du CCAP-PI

### **b) Normes françaises homologuées**

Sans objet.

### **c) Autres normes**

Sans objet.